

16/8/2017



**Liberté • Égalité • Fraternité**  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - CB

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SA NOVIAL  
de respecter les dispositions de l'article 8.4.11.2 de  
son arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre  
2009 pour son établissement situé à NOYELLES SUR  
ESCAUT**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I,II et V ;

Vu l'article L171-8 du Code de l'Environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2017 portant délégation de signature à M. Olivier JACOB, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu les différentes décisions administratives autorisant la SAS NOVIAL, dont le siège social est situé 22 boulevard Michel Strogoff - 80440 BOVES - à exploiter une activité de fabrication d'aliments pour bétail et stockage de céréales au sein de son établissement sis Rue de Cambrai - 59159 NOYELLES SUR ESCAUT, et notamment l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 13 novembre 2009 ;

Vu le rapport en date du 6 juillet 2017 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement duquel il ressort que suite à une visite d'inspection sur site en date du 13 juin 2017, il a été constaté que la société ne respecte pas les dispositions des articles 8.1.4.4 et 8.4.11.2 de son arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier, en date du 21 juillet 2017 qui apportent des éléments complémentaires suite à la transmission du projet d'arrêté ;

Vu le courriel en date du 27 juillet 2017 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement duquel il ressort qu'après examen de documents transmis, il est accordé un délai supplémentaire pour la mise en conformité des installations au regard de l'article 8.4.11.2 en le portant à 9 mois et de supprimer la mise en demeure au regard de l'article 8.1.4.4 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société NOVIAL de respecter les dispositions de l'article 8.4.11.2, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** - Objet

La SAS NOVIAL, dont le siège social est situé 22 boulevard Michel Strogoff - 80440 BOVES, exploitant une installation de fabrication d'aliments pour le bétail sise Rue de Cambrai - 59159 NOYELLES SUR ESCAUT est mise en demeure de respecter, dans un délai de **9 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 8.4.11.2. « Découplage » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 en transmettant les justificatifs de conformité de la résistance à la suppression de la paroi de découplage séparant les combles des cellules béton du reste de l'unité de production.

### **Article 2** – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 – Délais et voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

### Article 4 – Décision et notification

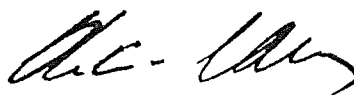
Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de CAMBRAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de NOYELLES-SUR-ESCAUT,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de NOYELLES-SUR-ESCAUT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 16 AOU 2017

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général



Olivier JACOB

